



Déclaration politique sociale

La CFE-CGC métiers de l'emploi s'exprime aujourd'hui sur la politique sociale de 2024. Spontanément nous pourrions dire « A quoi bon ... ! » au regard de la temporalité !

Cependant nous tenons à souligner des points positifs en 2024 poursuivis en 2025.

Tout d'abord les actions en lien avec la santé mentale.

Notre région a été précurseur dans la mise en place de formation à destination des managers afin de les outiller et de les former dans le repérage des signaux faibles et les approches à avoir auprès de leurs collègues.

La poursuite de ces actions par une série de webinaires qui ont démarré au dernier trimestre 2025 est un signal fort envoyé par notre direction qui prend en compte les problématiques de santé mentale au sein de notre établissement. Problématiques qui peuvent être liées directement ou non aux situations et aux conditions de travail.

Ensuite la recherche d'Egalité Femme/ Homme

Dans le bilan social 2024 nous reconnaissions une évolution positive dans la recherche de l'égalité Femme /Homme tant au niveau salarial que niveau d'emploi ou de poste occupé. Le taux de femmes évolue dans l'encadrement sans toutefois atteindre la répartition Homme/Femmes de l'effectif global.

Nous en sommes encore très loin. A la CFE-CGC Métiers de l'emploi nous souhaiterions une politique RH encore plus engagée sur ce sujet afin d'atteindre au plus vite une répartition femme/homme dans l'encadrement équivalente à la répartition tous cadres d'emploi confondus soit 77% de femmes pour 23% d'hommes.

Sur le même thème, de l'égalité Femme/Homme : Nous avons repéré dans l'organigramme une situation qui pourrait être une caricature de la « représentation sexuée des métiers ».

Du moins au niveau de postes de managers

la DRAFGMR pour commencer où la totalité des postes de managers sauf 1 poste sont tenus par des hommes.

la DRAPS où la totalité de postes de managers sauf 1 poste sont tenus par des femmes.

De là à dire que les domaines de l'immobilier et de la sécurité sont des domaines masculins, et les domaines dans les ressources humaines sont des domaines féminins...

Vous nous direz que ce ne sont là que les résultats des diffusions de postes et des candidatures, le fruit du hasard des recrutements.

Cependant, nous souhaiterions à la CFE-CGC Métiers de l'emploi que des actions pour casser ces stéréotypes et attirer les candidatures de toutes et tous sur ces postes soient menées par la Direction.



Déclaration politique sociale

Sur le sujet des rémunérations, à présent, nous dénonçons :

- Des **salaires** de début de carrière qui ne sont **pas attractifs** et n'évoluent pas assez rapidement. Il est anormal que des agents France Travail reçoivent la prime d'activité. Il est difficile de mobiliser le personnel dans ces conditions. Le risque est grand de ne pouvoir le garder à terme.
- Des **évolutions** de rémunérations **insuffisantes** au regard de l'inflation
- Des NAO à zéro (par décision unilatérale de l'employeur) en 2024 et 2025

De plus, nous devons mettre en œuvre **une politique nationale pour l'emploi** très ambitieuse sans que les **moyens humains et financiers** ne soient au rendez-vous. Politique nationale qui, au regard des situations politique et économique, est en complet décalage par rapport à son ambition nationale initiale de retour au plein emploi.

Et pour finir en 2025 **le plan efficiency** que beaucoup d'agents pressentent et ressentent comme un **plan social déguisé**.

Nous n'oubliions pas la nouvelle **révolution technologique** de l'IA que l'on sait **inéluctable** mais dont personne ne connaît la portée à long terme

Tous ces éléments conduisent la CFE-CGC Métiers de l'Emploi Hauts de France à se positionner par un vote « abstention » sur cette consultation sur la politique sociale

CFE-CGC Métiers de l'Emploi Hauts-de-France
Ensemble, défendons vos droits
et améliorons vos conditions de travail !!



Vous vous retrouvez dans nos valeurs,
Rejoignez-nous dès maintenant !

syndicat.cfe-cgc-hdf@francetravail.fr

La CFE-CGC représente les Techniciens, Agents de maîtrise et Cadres
A partir de D1, Coefficient 551 ou Statut public niveau 2,2